

NÉGOCIATIONS SUR LE SAHARA OCCIDENTAL À GENÈVE

Quel rôle pour l'Algérie ?

L'Algérie a été officiellement invitée à s'asseoir à la table des négociations prévues entre le Front Polisario et le Maroc à Genève en décembre prochain. Tout comme la Mauritanie, elle n'a pas encore rendu publique sa réponse.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'opinion ignore également sa position sur le sujet, et, depuis l'appel lancé par Horst Kohler au terme de sa tournée dans la région.

Le représentant spécial des Nations-Unies pour le Sahara Occidental a toutefois fait savoir au secrétaire général de l'ONU être confiant en la volonté des pays voisins, Algérie et Mauritanie, à «s'impliquer plus activement» dans le processus de résolution de ce conflit sans pour autant révéler la nature de l'implication recherchée. Si pour Nouakchott le principe d'une rencontre autour de la table des discussions entre Sahraouis et Marocains ne pose en réalité aucun problème, il en est tout autre pour Alger.

Les autorités ont, en effet, refusé à plusieurs reprises d'adhérer à la démarche que tentait d'imposer Rabat et qui se résume en fait à régler le problème du territoire sahraoui avec le gouvernement algérien. Celui-ci a opposé une fin de non-recevoir très ferme, soutenant le principe que des négociations



L'émissaire de l'ONU, Horst Kohler.

Photos : DF

réelles ne pouvaient se dérouler qu'avec le Front Polisario.

Fin diplomate, Horst Kohler a su détourner l'embûche en élargissant la table des négociations aux dirigeants mauritaniens piégeant à la fois les Marocains qui, d'une certaine manière, estiment avoir obtenu gain de cause en impliquant le voisin principal, mais aussi les Algériens qui ont toujours milité pour un règlement bilatéral. Consciente de l'enjeu, l'Algérie a lancé des signaux positifs à l'envoyé spécial de l'ONU, qui ne manque pas d'ailleurs de le noter dans son rapport, permettant de relancer le processus de négociations bloquées depuis un long moment. Le processus

de règlement du conflit était jusque-là totalement bloqué en raison de la position marocaine et son obstination à empêcher par tous les moyens l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

La réponse favorable du roi aux discussions prévues au début du mois de décembre prochain à Genève a été perçue, il faut le dire, comme une surprise compte tenu de la démarche totalement opposée dans laquelle il se trouvait engagé.

Mohammed VI et son ministre des Affaires étrangères ont lancé, durant les mois écoulés, une vaste offensive diplomatique pour parvenir à une

solution autre que celle du référendum, et s'assurer des soutiens solides pouvant remettre en cause le processus engagé depuis 1991 par l'ONU. Il y a quelques jours encore, le chef du gouvernement marocain avait utilisé la tribune qui lui a été offerte lors de la 73^e session de l'assemblée générale des Nations-Unies pour attaquer l'Algérie en des termes virulents et demander à la communauté internationale de soutenir le principe de négociations directes Alger-Rabat.

Le chef de la diplomatie algérienne, également présent à cet événement, a répondu en s'en tenant aux principes traditionnels.

La reprise des discussions sur le Sahara Occidental dans un tel climat laisse de ce fait sceptiques de nombreux observateurs compte tenu de l'intransigeance marocaine et de la détermination algérienne à ne pas sortir du cadre de règlement onusien.

Pour l'heure, l'opinion est dans l'attente d'une réponse officielle de l'Algérie. Cette dernière ne saurait cependant tarder à se faire connaître. Il y a quelques jours, le SG de l'ONU a, de son côté, demandé au Conseil de sécurité de prolonger le mandat de la Minurso (Mission des Nations-Unies au Sahara Occidental) au 31 octobre 2019 pour soutenir le processus de règlement en cours.

A. C.